

**PONT DE BUIS
LES QUIMERCH**

S.P.A.N.C.
Service Public d'Assainissement Non Collectif
Contrôle de réalisation d'une installation



Localisation de l'installation

Adresse de l'installation : Pennarun
Section et numéro de la parcelle: ZX 124

N° de Permis de Construire : PC 02930207400006

(sauf pour réhabilitation)

Propriétaire de l'immeuble

Nom: GAREC Vincent

Adresse: Pennarun - 29590 PONT DE BUIS LES QUIMERCH

Système d'assainissement réalisé

Fosse toutes eaux : 4 m³
Poste de relevage : non

Traitement : Filtre à sable
Lieu de rejet (filière drainée):

Dimensionnement : 40 m²

AVIS DE SAUR

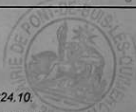
FAVORABLE

Le 29/09/2009, STONESTREET Benoit

DECISION DU MAIRE DE LA COMMUNE

- ☒ **Favorable** (Tenir compte des observations éventuelles émises par SAUR)
☐ **Défavorable** pour les motifs émis ci-dessus par SAUR

Fait à PONT DE BUIS LES QUIMERCH,
le 03 OCT. 2009



Roger MELLOUET

Références réglementaires

- Code Général des collectivités territoriales - Art L2224.4 et L2224.10.
- Décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées.
- Arrêtés du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et les modalités du contrôle technique exercé la commune
- Norme AFNOR XP DTU64.1 mars 2007

Le présent contrôle technique ne peut en aucun cas servir de certificat de conformité au sens de l'article L460-2 du code de l'urbanisme ou de procès verbal de réception d'un chantier. L'avis ne porte que sur l'installation décrite dans le dossier d'instruction, éventuellement complété par le pétitionnaire, et de son examen de visu tranchée ouverte, préjuge en rien de l'existence d'ancienne installation ou de ramifications de l'installation contrôlée qui seraient déjà recouvertes.

Le présent contrôle atteste de la bonne exécution des travaux conformément aux références réglementaires précédemment citées et ne présage pas du bon fonctionnement de l'installation lors de la mise en route et ultérieurement.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique pour la gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif. Le recueil des informations correspondantes, entrepris par SAUR, s'inscrit spécifiquement dans le cadre de la mission qui lui a été confiée au titre de l'article L2224-8 du code général des collectivités territoriales.

Conformément à la loi « Informatique et liberté » du 6 janvier 1978, le pétitionnaire bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent. Pour exercer ce droit, il pourra s'adresser sur simple demande écrite au service clientèle SAUR.